

---

# Un processus en difficulté

---

*Entretien avec*

Leïla Chahid

**Leïla Chahid, Déléguée générale de Palestine, tout en soulignant la caractère historique des accords conclus avec Israël, exprime son inquiétude face au risque d'enlèvement qui menace aujourd'hui le processus de paix.**

*— Quelle évaluation faites-vous de la situation plus d'un an après la signature de l'accord du 13 septembre 1993?*

L'année qui vient de s'écouler n'a, en rien, entamé le fait que cet accord constitue un tournant historique dans les relations israélo-palestiniennes et israélo-arabes. Même si demain les choses tournaient mal au point que le processus actuel soit bloqué, les discussions devraient, à un moment ou à un autre, reprendre à partir d'un postulat désormais incontournable: il s'agit d'une négociation entre deux peuples, israélien et palestinien, qui ont des droits nationaux et des représentants légitimes; il n'est plus possible aujourd'hui de masquer cette réalité fondamentale comme on l'a si longtemps fait en parlant du conflit israélo-arabe.

Cela dit, les termes de l'accord tels qu'ils ont été décidés au

Caire et signés le 4 mai 1994, sont beaucoup plus difficiles à mettre en œuvre qu'on ne le pensait. Aujourd'hui l'accord est confronté à de telles difficultés qu'il pourrait devenir caduque si elles persistaient.

Le calendrier de l'application a pris un énorme retard; je vous rappelle que, sur ce point, l'accord était très ambitieux: le retrait israélien devait commencer le 13 décembre pour se terminer le 13 juillet afin de permettre l'élection d'un Conseil palestinien qui négocierait la seconde phase de l'accord intérimaire, c'est à dire les points les plus importants et les plus fondamentaux comme la situation des réfugiés, le statut final du territoire palestinien, la question de Jérusalem et les relations entre les deux Etats. A l'heure actuelle, on n'est pas toujours pas d'accord sur la nature même du conseil qu'il faut élire; les prisonniers ne sont pas tous libérés; il n'y a toujours rien de décidé en ce qui concerne le corridor reliant Gaza et Jericho; toutes les compétences qui devaient nous être transférées ne l'ont pas encore été.

En un mot, nous sommes confrontés à graves difficultés.

*— Comment expliquez-vous ces retards? Est-ce le résultat d'une volonté délibérée d'Israël ou est-ce une conjonction de facteurs imprévus?*

Je crois qu'il y a les deux. Pour commencer, il y a un phénomène politique très préoccupant que nous ressentons au sein du gouvernement israélien et qui porte sur la nature même du conflit. Pendant très longtemps, Israël a perçu cet affrontement comme interétatique. Pendant des années, il s'agissait donc pour lui de négocier des solutions avec les Etats établis, en partant de la conviction que les Palestiniens, en tant qu'entité nationale en tout cas, avaient été éliminés.

L'importance historique d'Oslo vient de ce que, pour la première fois en un siècle, comme l'ont dit Itzhak Rabin et Shimon Pérès, on a redéfini la nature du conflit comme étant essentiellement israélo-palestinienne. C'est là, bien entendu, que réside principalement le succès de l'OLP; même si nous n'avons pas encore réellement établi les droits nationaux que nous avons revendiqués pendant un demi-siècle, nous avons réussi à rétablir le peuple palestinien en tant qu'entité nationale légitime qui réalisera ses droits nationaux par étapes et selon les accords établis avec les Israéliens.

En ce sens, Oslo était donc très important mais, aujourd'hui, on a l'impression que cette lucidité soudaine des Israéliens, qui les a conduit à reconnaître le peuple palestinien, n'a pas duré très longtemps. Depuis la signature du traité avec les Jordaniens, on a le sentiment qu'ils sont revenus à leur rengaine habituelle: même si le conflit principal était avec les Palestiniens, les solutions se feront avec les Etats arabes qui seuls ont la capacité politique de traiter avec Israël. On craint donc aujourd'hui, de nouveau, qu'il y ait une tentative israélienne pour choisir la Jordanie comme alternative au représentant politique du peuple palestinien. Cette impression a créé une véritable crise de confiance et il n'est pas possible d'interpréter les multiples entraves qu'impose le gouvernement Rabin pour reculer l'échéance des élections, autrement que comme une tentative de délégitimer la représentation politique palestinienne qui, pourtant, a un énorme besoin de relégitimation par des élections démocratiques.

— *Cela risque fort de déstabiliser la position de Yasser Arafat...*

Oui, il y a un défi lancé à l'Autorité nationale qu'il préside et qui doit se défendre pour protéger les acquis de ces dernières années en tant que représentant de tous les Palestiniens et non pas seulement d'une faction. C'est une bataille importante surtout lorsque le gouvernement israélien et, malheureusement aussi, le gouvernement américain cherchent à cantonner Yasser Arafat au seul rôle de dirigeant d'un parti politique. Cette attitude montre qu'il s'agit bien d'une tentative pour réduire la représentativité de l'OLP à une simple faction politique avec laquelle Israël est prêt à traiter parce qu'elle rassure face aux autres tendances, plus radicales, du peuple palestinien.

— *Est-ce une stratégie clairement arrêtée?*

Je n'en suis pas sûre, car je crois qu'au sein du gouvernement israélien, il y a des divergences aussi fortes que celles qui existent entre nous et notre propre opposition.

Il y a ceux qui assument réellement la coexistence avec les Palestiniens avec toutes les conséquences que cela implique.

Persuadés qu'il est, historiquement, impossible de remettre en cause une évolution vers un Etat palestinien, ils se font à l'idée que le partenaire palestinien sera un Etat avec tous les attributs d'une souveraineté réelle y compris, évidemment, son choix éventuel de se confédérer avec la Jordanie.

Cette position — très importante au-delà de la reconnaissance de l'OLP— n'est pas partagée par tous les membres du gouvernement; beaucoup d'entre eux, à l'instar de certains militaires, croient toujours aux rapports de force sur le terrain et, dans cette perspective, ils estiment que les Palestiniens sont aujourd'hui assez vulnérables pour être isolés et réduits. La négociation avec la Jordanie leur apparaît donc comme une alternative à l'OLP.

Mais au-delà de ce débat, fondamental aussi pour Israël, la question est de savoir ce que vaut un accord. Le signer est une chose, le faire assumer réellement par la population en est une autre. Pour que les élections puissent se tenir, l'accord prévoit un redéploiement de l'armée israélienne en Cisjordanie afin de permettre aux Palestiniens de voter dans une situation assurant un minimum de liberté d'expression pendant la campagne électorale. Cela signifie que l'armée israélienne doit se retirer des villes pour ne s'installer que sur les principaux axes routiers en attendant que les colonies soient démantelées. Or, à l'heure actuelle, sous prétexte que ce redéploiement pourrait mettre en danger les 120\_000 colons résidant en Cisjordanie, Itzhak Rabin demande à ce que les élections soient faites en présence de l'armée. Cela revient à annuler les élections, parce que nous n'accepterons jamais une telle situation, à moins que Rabin cherche, seulement, à les reporter.

A Oslo, nous n'avons pas réussi à mettre les colonies sur la table de la négociation car nous n'avions pas les moyens de forcer les Israéliens à le faire. Comme ils réalisent que ces colonies ne sont pas compatibles avec l'accord de paix qu'ils ont signé, ils essaient d'avoir le territoire et la paix.

— *Ce n'est pas vraiment nouveau...*

Ce n'est pas nouveau, mais actuellement cette situation oblige les Israéliens à faire face à leurs propres contradictions et à choisir. Au sein du gouvernement, ils sont pourtant nombreux à vouloir aborder la question des colonies: ainsi, à

la suite de l'attentat dans la mosquée d'Hébron, 11 ministres sur 18 ont demandé le déplacement de la colonie située en plein centre ville vers Kiriat Arba, installée un peu à l'extérieur. Rabin a refusé.

Un grand nombre de ministres, dont Shimon Pérès, a demandé que soient démantelées les implantations de Gaza: elles coûtent trop cher à l'armée israélienne et elles constituent, par leur présence même, une véritable provocation et un appel aux attentats parce que l'armée est là pour protéger les quelques familles qui y habitent.

Ce n'est pas à nous de trancher ce débat!

*— La marge de man\_uvre du gouvernement israélien ne risque-t-elle pas de se rétrécir à l'approche des élections législatives prévues pour 1996?*

C'est sans doute pour cette raison que Rabin essaie actuellement de gagner des électeurs à droite et croit les amadouer en privilégiant la question de la sécurité. Celle-ci, bien sûr, est légitime: toute population sort traumatisée d'une situation de guerre d'un demi-siècle d'autant que les attentats de ces derniers mois ont été très durs. Mais c'est une illusion que d'imaginer qu'il puisse y avoir une solution militaire ou policière à ce problème. Il est impossible d'arrêter des actions violentes dirigées contre des militaires ou des civils israéliens uniquement en augmentant la répression. Le seul moyen de réduire les attentats est d'avancer dans le processus politique sur les territoires autonomes et de faire en sorte que la vie quotidienne des gens s'améliore réellement comme elle aurait dû s'améliorer depuis la signature de l'accord de paix. Or, d'un strict point de vue économique, la situation a, au contraire, empiré parce que le chômage a augmenté depuis la signature de l'accord; avant, près de 120\_000 ouvriers allaient travailler en Israël, aujourd'hui ils ne sont plus que 10\_000. Cela fait 110\_000 chômeurs de plus qui viennent s'ajouter aux autres. Cette situation économique, objectivement plus grave, renforce les rangs de ceux qui, opposés au processus de négociation, appellent à la résistance armée. Pour démontrer qu'il y a bien eu un changement profond dans notre rapport avec Israël, il est donc essentiel que le calendrier prévu soit respecté. Sinon je crois que nous irons vers un état d'insurrection endémique.

— *Comme vous venez de le rappeler, l'aspect économique est capital. De ce point de vue, comment évaluez-vous la réalisation des multiples engagements promis ou annoncés par la communauté internationale?*

Au lendemain de l'accord de paix qui avait suscité un énorme espoir dans le monde, la communauté internationale a réagi très vite. Elle a promis 2 milliards et demi de dollars en 5 ans. Dès le début du mois d'octobre 1993, s'est tenue une réunion des bailleurs de fonds qui a mis en place un comité de liaison pour l'aide aux territoires palestiniens, avec la Norvège comme président et la Banque Mondiale comme secrétariat. Ce comité s'est réuni pendant un an à Paris, avec la participation de tous les bailleurs de fonds, les Israéliens, les Palestiniens, et le secrétaire de la Banque Mondiale. Il a fixé les conditions pour que cette aide puisse être octroyée à commencer par la création d'une structure palestinienne, autonome par rapport à l'OLP, qui serait une sorte d'agence d'exécution et de gestion locale de l'aide internationale. Cette structure est donc un conseil économique de construction et de développement fonctionnant sur la base de statuts qui ont été discutés, acceptés et ratifiés aussi par les bailleurs de fonds. Elle est composée de responsables politiques (de l'intérieur et de l'extérieur), d'économistes et de techniciens qui ont travaillé ces dernières années avec des responsables de la Banque Mondiale sur les études économiques et financières concernant les Territoires occupés. Ses équipes ont mis au point un programme d'investissements dans les secteurs prioritaires pour la première phase du projet de développement lié à cette aide. 720 millions de dollars étaient prévus pour 1994. En décembre, seulement 200 millions avaient été versés.

Plusieurs raisons expliquent ce retard.

Comme toute l'aide internationale passe par des structures multilatérales, une lourde bureaucratie a été créée avec son système, ses procédures et, surtout, ses lenteurs qui évidemment ne répondent pas du tout à la situation d'urgence dans laquelle nous sommes. Pour avancer plus vite, une volonté politique est nécessaire; elle a fait souvent défaut.

Par ailleurs, Israël qui fait partie du comité de liaison utilise cette instance comme un moyen de pression sur les Palestiniens dans des négociations en cours. Ainsi, par

exemple, la dernière réunion à Paris, en juillet, a complètement échoué parce qu'il y avait dans le programme d'investissement des clauses concernant des écoles et des hôpitaux de Jérusalem Est. La délégation israélienne s'est opposée à ces projets car ils ne concernaient ni Gaza ni la Cisjordanie. Bien que ni les écoles ni les hôpitaux ne prouvent quoi que ce soit du point de vue de la souveraineté, la réunion s'est transformée en une discussion politique, sans fin, sur Jérusalem Est. Nous avons pris beaucoup de retard et il a fallu attendre la réunion de décembre à Bruxelles pour reprendre la discussion sur le programme d'investissements...

Il faut aussi savoir faire son autocritique et dire les choses comme elles sont: les Palestiniens ont pris du retard dans la mise en place de leurs propres structures ministérielles, en particulier pour l'Economie, les Finances, et la Coopération internationale qui sont placés au c\_ur du dispositif de développement et d'investissement. Après 50 ans d'absence de structure autonome palestinienne de gestion, il est difficile de créer des institutions efficaces capables, en quelques mois, de travailler en étroite coordination. D'autant plus que les politiques demeurent omniprésents et même hégémoniques par rapport aux techniciens et aux professionnels qui pourtant devraient pouvoir travailler sans entraves. Cela s'avère très difficile parce que nous sommes dans une période de transition au cours de laquelle un mouvement de libération nationale s'efforce de construire les fondements d'un Etat; et, dans cette phase, la compétition entre les forces et les personnalités politiques — qui ont été les dirigeants historiques du mouvement — est particulièrement vive et tendue. La division du travail entre politiques et techniciens reste à faire...

*— Vu de l'extérieur, on a le sentiment que de multiples contradictions traversent la société palestinienne et qu'elle est particulièrement fragmentée.*

La situation est difficile et ne ressemble à aucune autre. L'accord divise les territoires en plusieurs morceaux avec des statuts différents: Jéricho, Gaza, le reste de la Cisjordanie et Jérusalem. Ainsi, par exemple, certains domaines de compétences nous sont (ou seront) transférés dans la région de Jéricho et de Gaza, mais pas en Cisjordanie. Pour le

moment, seul le territoire de Gaza est autonome, à l'exception des secteurs où se trouvent des colonies, mais il est très isolé de la Cisjordanie et du territoire de Jéricho qui est absolument minuscule puisqu'il ne fait que 5\_km<sup>2</sup>. Nous réalisons seulement maintenant les difficultés objectives de l'accord et les conséquences d'une telle division des populations et des territoires. Cela complique beaucoup la situation politique.

Pour sortir de ce cafouillage, il n'y a qu'un seul moyen: les élections. Seules des élections peuvent, en effet, recréer un sentiment d'union nationale et dépasser cette fragmentation du territoire et de la population. Le débat de la campagne électorale et les discussions de fond sur les programmes électoraux permettront à la population palestinienne de se resituer comme une véritable nation avec ses différences sociales et politiques. Et surtout chacun sentira qu'il participe vraiment à l'installation de ses institutions politiques.

Sans ces élections, nous sommes réellement menacés d'une délégitimation de l'autorité qui, progressivement, en viendra à être perçue, par la population, comme une autorité imposée.

Sur le plan économique, il y a deux urgences: que les bailleurs de fonds — terrorisés à l'idée de voir les forces islamistes gagner du terrain — réalisent que le meilleur moyen pour lutter contre le renforcement de ces tendances est d'accélérer la mise en place des fonds; que l'Autorité nationale s'efforce d'améliorer le rendement et l'efficacité des structures établies.

La dernière réunion du comité de liaison à Bruxelles (début décembre) a manifesté des signes d'inquiétude après les explosions du 18 novembre — lorsque des heurts très violents, puisqu'il y a eu des morts, ont opposé à Gaza des manifestants à la police palestinienne. Cet événement a sonné l'alarme et semble avoir inciter ces investisseurs à accélérer leur aide notamment pour assurer le budget de fonctionnement de l'Autorité.

Du côté palestinien, il faut une pression réelle de la société civile pour imposer à nos institutions un véritable professionnalisme. C'est d'autant plus nécessaire que les Palestiniens du secteur privé — qui, par exemple, ont travaillé dans les Etats du Golfe — ne seront prêts à investir que lorsqu'ils verront que les mécanismes financiers et monétaires se mettent en place d'une manière fonctionnelle.



*— Après les événements de novembre au cours desquels la police palestinienne a tiré sur des Palestiniens, quelle est la situation à Gaza?*

Dans les premiers trois mois de la présence de l'Autorité nationale à Gaza, de juillet à septembre, les choses se sont bien passées entre Hamas et Yasser Arafat. Cela a commencé à aller très mal lorsqu'il y a eu le kidnapping du caporal israélien et que les autorités israéliennes, mais aussi les Américains, ont tout fait pour que l'Autorité nationale affronte Hamas uniquement par la répression. C'est cette politique qui a mis le feu aux poudres entre Hamas et l'OLP.

Après cette tragédie de l'affrontement qui a coûté la vie à 18 personnes, des discussions ont été menées par un comité de sages comprenant des autorités morales incontestées comme Haydar Abdel Shafi et on s'achemine maintenant vers un nouveau dialogue.

Avant ces événements, Yasser Arafat était en négociation avec Hamas qui avait fini par accepter de participer aux élections municipales mais non à celles du Conseil directement liées à l'accord d'Oslo qu'ils rejettent.

Si cet accord pouvait se concrétiser ce serait très important parce qu'il me paraît essentiel de faire participer Hamas au processus politique — à condition que cette organisation n'utilise pas la violence et qu'elle reconnaisse la légitimité du débat politique. Cette participation est essentielle parce qu'il serait criminel, étant donné l'expérience de l'Algérie, de répéter la même erreur consistant à mettre à la porte du système politique les forces islamistes. En les marginalisant et en les excluant, on les accule à devenir des forces terroristes dont le seul mot d'ordre est, comme en Algérie, la guerre contre l'Etat. Aujourd'hui, il est donc de notre devoir d'apprendre la leçon en laissant une marge d'expression politique à des forces qui se réclament de l'islamisme et en les combattant d'un point de vue politique; ce qui dans l'immédiat passe par la mise en œuvre de ce que l'OLP et ses alliés ont promis: une amélioration du niveau de vie, un développement économique créateur d'emplois, l'amélioration des services sociaux, du système scolaire, du système de santé... autant de revendications primordiales aujourd'hui pour des citoyens palestiniens.

— *Comment voyez-vous l'évolution politique dans les prochains mois?*

Il faut se faire à l'idée que les choses vont être difficiles même si, bien sûr, il y a aussi des choses positives.

Dans certains domaines, comme l'éducation, le transfert des compétences s'est très bien passé. C'est un début mais il faut se rappeler que ce n'est pas parce que nous assumons ces responsabilités que les Israéliens ne sont plus redevables à l'égard des Palestiniens. C'est très important qu'ils assument eux aussi leurs responsabilités par rapport à tout ce qu'ils nous doivent comme impôts et comme fonds récoltés dans les Territoires occupés.

Au niveau arabe, le traité de paix avec la Jordanie a ouvert une réelle possibilité de paix régionale. Les négociations avec la Syrie et donc avec le Liban peuvent certainement progresser à condition, cependant, que Rabin ne soit pas complètement obsédé par l'échéance des élections de 1996, qui lui font redouter les conséquences d'un éventuel retrait total du Golan.

Tout ceci est positif si toutefois cette négociation se déroule parallèlement à celle conduite avec les Palestiniens.

*Propos recueillis par*  
Jean-Paul Chagnollaud